

Première exigence :

La priorité au long terme, plutôt que la tyrannie du court terme

1. Une économie de projet :

- Privilégier l'investissement sur les dividendes et la spéculation, grâce notamment à une modulation de l'impôt sur les sociétés.
- Consacrer davantage de ressources aux activités qui préparent l'avenir : l'éducation, la recherche, l'innovation, le développement des infrastructures, la sobriété énergétique.

2. Une véritable politique industrielle volontariste :

- Le Pôle Public d'Investissement Industriel (2P2I) permettra de piloter et de financer une véritable politique industrielle volontariste qui refasse de la France une grande nation industrielle et innovante.
- La mise en place d'un comité prospectif, réunissant des chefs d'entreprise, des universitaires et des chercheurs, nous permettra de retrouver le sens de l'anticipation.

3. Encourager la mutation écologique en garantissant la justice sociale :

Faire le choix d'un développement respectueux de la planète et des générations à venir. Le temps du gaspillage, de l'avidité court-termiste et du consumérisme outrancier est révolu :

- Réduire de 20% nos émissions de CO₂ d'ici 2020.
- Diversifier nos approvisionnements énergétiques, en faveur des énergies renouvelables.
- La TVA écomodulable sera un puissant levier pour modifier les modes de consommation et de production.

4. En matière agricole :

- Privilégier les enjeux nutritionnels
- Relocaliser nos productions
- Donner enfin les moyens aux agriculteurs de vivre décemment de leur activité.